

Qu'est-ce que la troisième voie ?

Zaki Laïdi*

LA TROISIÈME VOIE telle qu'elle a été présentée par Tony Blair et formalisée par Anthony Giddens¹ repose sur une idée de départ assez simple. Mais, comme nous le savons, ce sont les idées simples qui sont parfois les plus difficiles à mettre en oeuvre. Elle cherche, sur le plan idéologique mais surtout politique, à refonder une stratégie social-démocrate dans un contexte mondial marqué par l'effondrement du mur de Berlin et l'accélération du processus de mondialisation. Ces deux événements s'entretiennent mutuellement et reposent les deux questions qu'à peu près tout le monde se pose aujourd'hui : la régulation politique est-elle encore possible dans un cadre national (à effet globalisation) ? Y a-t-il encore une place pour la régulation politique par-delà le marché (« effet mur de Berlin ») ? Quelles que soient ses faiblesses conceptuelles, son schématisme -destiné à séduire le chaland politique - et ses oublis, la troisième voie offre trois avantages : celui de relancer le débat sur l'avenir de la socialdémocratie en l'arrachant à la nostalgie du passé, celui de placer le combat face au néolibéralisme sur un terrain offensif plutôt que purement défensif, celui enfin de nous inviter à réfléchir aux différentes modalités nationales de la troisième voie. Car, s'il est bien évident que les contraintes tendent à s'uniformiser, les réponses locales passeront plus par l'harmonisation que l'uniformisation. Nous allons donc ici procéder en deux temps : présenter les grandes lignes de l'argumentaire de la troisième voie, avant d'en faire une évaluation succincte mais critique.

Dans la première partie de son livre, Giddens résume au pas de charge ce que ses lecteurs ont déjà pu lire dans *Beyond Left and Right*². Il rappelle tout d'abord que le marxisme - matrice historique de la social-démocratie - a toujours sous-estimé la capacité du capitalisme à se transformer. C'est un refrain bien connu, mais qu'il ne faut pas renoncer à entonner. Car, en disant cela, Giddens nous incite à vivre avec le capitalisme plutôt que de chercher à le renverser. On voit d'ailleurs resurgir à intervalles réguliers -et notamment depuis le début de la crise asiatique - ces analyses un peu rapides qui tentent de nous convaincre que, cette fois, le capitalisme est décidément allé trop loin.

Les nouveaux enjeux politiques

Giddens montre ensuite que la mondialisation remet en question non seulement le modèle social-démocrate classique, mais également le conservatisme de droite. Car si la social-démocratie est atteinte par l'ouverture des frontières et la délégitimation de l'idée de redistribution, la droite classique est puissamment bousculée par le caractère révolutionnaire du néolibéralisme, sa tendance à rompre toutes les traditions, sa prétention anhistorique. Ce point a d'ailleurs été brillamment développé par John Gray et, plus latéralement, par Jean-Claude Milner pour qui le contrôle de la propriété n'est plus au cœur de la domination sociale bourgeoise³. La rapidité et la violence du changement bousculent le rapport des sociétés à la tradition et au changement. Certes, la gauche s'est toujours référée dans ses combats à la tradition ou à certaines traditions. Mais ces traditions étaient des traditions de lutte, de changement, de conquêtes. Aujourd'hui, les combats de la gauche ont plus de mal à se référer à ces traditions car, la plupart du temps, il ne s'agit plus de conquérir mais de préserver. La redéfinition du rapport à la « tradition historique » constitue pour la gauche un point central de sa construction identitaire. Giddens n'est malheureusement sur ce point guère explicite. Il ne pose curieusement le problème de la tradition que par rapport au conservatisme de droite alors que nous savons que, même en Angleterre, cette question est fondamentale pour le *New Labour*. Il ne s'attarde pas non plus sur la question de savoir si une nouvelle pensée politique doit demeurer imprégnée d'une tradition ou si l'hégémonie antitraditionaliste du néolibéralisme conduit à contourner ce problème.

Cela étant posé, Giddens identifie plusieurs enjeux politiques de notre temps: la globalisation, l'individualisme, le clivage gauche/ droite et la question écologique.

Sur la globalisation, Giddens s'en tient à des généralités. Nous ne nous y attarderons donc pas. Sur l'individualisme, il reprend les thèses de Beck en soulignant de manière fort intéressante que l'enjeu est moins celui du désengagement que du rattachement de l'engagement à une tradition. Le fait nouveau, dit-il, ne réside pas dans le fait que les jeunes sont plus repliés sur eux-mêmes ou plus égoïstes. C'est même souvent l'inverse qui se produit. En revanche, leur engagement ne se réfère plus à une histoire, à un passé ou à une généalogie. On revient donc au point précédent. Là encore, Giddens pose le problème mais se garde bien de l'approfondir. Il est pourtant essentiel car il incite à se demander si le processus de fondation des valeurs ne serait pas confronté à un bouleversement temporel inédit: ce serait désormais le présent qui fonderait la légitimité de tout combat. Le sens du combat politique changerait singulièrement. Ce ne serait plus une lutte de tous les instants, mais une lutte dans l'instant. Ce faisant, se

trouveraient renvoyées dos à dos les traditions de lutte fondées sur le retour au passé (traditionalisme conservateur de droite) et celles construites sur une anticipation radieuse de l'avenir (utopies de gauche).

Le troisième enjeu identifié par Giddens est l'enjeu gauche/droite. Giddens est d'accord pour penser avec Bobbio que la passion pour l'égalité est le point discriminant entre la gauche et la droite. Mais il ajoute aussitôt que de nouveaux enjeux transcendent les clivages partisans, ce qui revient à dire que les clivages idéologiques ne peuvent plus tout recouvrir, même s'ils signifient encore quelque chose. C'est d'ailleurs sur ce point que les clivages entre ancienne gauche et nouvelle gauche sont les plus sensibles, et c'est peut-être aussi là que les différences nationales sont les plus marquées. Car dire que le clivage gauche/droite ne recouvre pas tout ou, au contraire, recouvre tout, n'est pas innocent. La première hypothèse conduit à penser que la politique n'est pas tout, qu'il y a même une vie en dehors de, ou après, la politique⁴. La seconde récuse cette hypothèse pour n'y voir que le résultat de l'influence idéologique du néolibéralisme, pour qui le politique est identifié à l'État et le non-politique au marché.

L'enjeu écologique est le quatrième identifié par Giddens. L'intérêt de son développement sur le sujet réside moins dans la recension des problèmes posés par la maîtrise de l'environnement que dans la manière dont l'environnement modifie le sens des enjeux de la vie en société. Il insiste sur la place croissante prise par la science et la technologie dans nos vies et sur la nécessité d'élargir le champ de la délibération démocratique à ces sujets. Il en déduit que l'enjeu pour le politique est moins de garantir une sécurité aux citoyens contre les aléas de la science et de la technologie que de les aider à vivre dans une « société de risques ». Ici, la terminologie a son importance. Car en déplaçant le cœur du débat de la « protection garantie » à un soutien à la prise de risques ou à la minimisation des risques, Giddens - comme Blair d'ailleurs, sur le plan politique - cherche à remettre en cause l'idée d'une protection sociale garantie par l'État sur tout un cycle de vie. Il s'empresse d'ailleurs d'ajouter que le principe de la troisième voie est bien celui du refus d'accorder des droits-crédances ou, plus exactement, des droits sans responsabilités. C'est sur ce plan que Giddens se montre le plus proche de la pensée libérale. Comme elle, il estime que le modèle classique de protection sociale ne permet plus de faire face aux nouveaux défis tels que le changement technologique, l'exclusion sociale ou les familles monoparentales. Et comme elle, il ne pense pas que ces angles morts pourront être réduits par un engagement croissant de ressources publiques. Revenant sur des points qu'il avait déjà développés dans *Beyond Left and Right*, Giddens plaide pour une idée à la fois banale et originale, celle du *positive welfare*. Elle est totalement banale car elle revient à dire que, pour éviter une croissance exponentielle des charges de la protection sociale, il faut réduire les causes qui incitent les citoyens à attendre et exiger plus en termes de protection. Concrètement, cela signifie qu'on

arbitrera systématiquement en faveur de l'investissement dans le capital humain (prévention) au détriment de l'indemnisation (compensation). Ce choix, parfaitement légitime, occulte néanmoins les mécanismes d'accroissement de la protection liés au vieillissement et à l'entrée massive des femmes sur le marché du travail⁵.

Cette option est néanmoins originale car l'idée de prévenir certains problèmes, certains comportements, renvoie au fond à une vision très exigeante de l'homme, et radicalement réformiste. À l'homme « tel qu'il est », on ne propose pas un nouvel avatar de « l'homme nouveau », dont nous savons à quoi il mène, mais un cheminement nouveau qui ferait appel à sa responsabilité plutôt qu'à ses facultés à s'exalter. Eutopie ne reposerait plus sur la rupture avec la condition présente mais sur l'enrichissement et l'approfondissement de celle-ci.

Penser un réformisme radical

Il reste à savoir pourquoi le réformisme, même sous sa forme la plus radicale, ne parvient pas à se doter de ressources symboliques plus fortes, à faire appel à un « imaginaire réformiste ».

Giddens insiste sur le rôle de l'État comme investisseur social, et cela, à la différence des néolibéraux. Pour lui, l'État-investisseur est celui qui prépare l'avenir de la société à travers, notamment, la formation et l'éducation, même si, à ses yeux, la « redistribution des possibilités », par opposition à la redistribution des richesses, ne saurait masquer le fait que les inégalités éducatives ne sont que le reflet et non la cause d'inégalités plus larges. Mais c'est également un acteur qui doit réussir à dépoliariser certains débats (répartition/capitalisation). En prenant l'exemple des retraites, il propose de mettre en place des « fonds de capital-temps » en même temps que l'abandon d'un âge légal pour la retraite. L'accès à ces fonds deviendrait indépendant de l'âge de la retraite et ceux-ci pourraient être utilisés aussi bien pour la retraite que pour la formation ou la réduction du temps de travail pendant que l'on élève ses enfants. Giddens propose en fait une généralisation de ce que certaines entreprises connaissent déjà: « le compte épargne-temps ».

Il ne fait guère de doute que la troisième voie accorde une importance non négligeable à l'État. Giddens parle même d'étendre le rôle de la sphère publique, non pas naturellement en revenant au règne de la propriété publique des moyens de production, mais en accroissant ses moyens pour garantir une meilleure transparence. Giddens parle ainsi de la nécessité d'accroître « l'efficacité publique » sans pour autant suivre le modèle américain, qui consiste purement et simplement à appliquer à l'État les règles de fonctionnement de l'entreprise. Malheureusement, Giddens ne nous en dit pas plus sur le sujet: un sujet pourtant crucial en France, où l'État

parvient souvent à se désengager au profit du marché mais très rarement à se réformer au profit du citoyen. Dans une société où le rapport à l'État est fort, c'est évidemment la pire des solutions.

Toutefois, pour éviter une polarisation du débat entre État et marché, Giddens insiste beaucoup sur l'implication de la société civile dans tous les enjeux. Certes, le propos peut sembler ici purement incantatoire. Nous savons pourtant bien que la réappropriation sociale du changement multiforme que connaissent nos sociétés passe probablement autant par une implication des acteurs sociaux que par une redéfinition stratégique du rôle de l'État. C'est tout le sens, d'ailleurs, de la problématique du *stakeholder*, largement méconnue en France et qui consiste, au fond, à promouvoir une culture d'engagement face aux entreprises, par exemple; une culture qui suppose que les responsabilités sociales d'une entreprise dépassent le cadre défini par ses seuls actionnaires. Simplement, au lieu de laisser à l'État le soin de poser le cadre de cette entreprise citoyenne, il reviendrait aux citoyens eux-mêmes - par le biais des associations - de définir les contours de cette citoyenneté d'entreprise.

D'un certain point de vue, la troisième voie n'introduit aucune novation radicale. Mais par sa mise en cohérence, elle participe à la naissance d'un réformisme radical, précurseur d'une nouvelle gauche. Dans ces conditions, il ne convient ni de la sanctifier, ni de la disqualifier, mais de la verser comme une pièce au débat sur la refondation de la gauche.

Les omissions de la troisième voie

Cela étant, la troisième voie relève plus de la formalisation d'une pratique politique souhaitable que de la naissance d'une idéologie. C'est pourquoi il serait abusif de parler de « refondation » de la gauche, sauf, naturellement, à abuser de ce vocable. Pour passer de la pratique politique à la refondation, il faudrait pouvoir s'appuyer - se fonder - sur des principes éthiques, culturels et anthropologiques forts. Avec la troisième voie, nous sommes loin du compte. Cette faiblesse s'exprime d'ailleurs de deux façons.

La troisième voie ne comporte par exemple aucun argumentaire critique sur le néo-capitalisme de la fin du Xxe siècle. Certes, on critique le « fondamentalisme du marché », mais on ne va guère au-delà. On ne trouve aucune analyse sur la transformation de ce système, de ses règles du jeu, des nouveaux rapports de force sociaux qu'il engendre entre créanciers et débiteurs au profit des premiers. La troisième voie renvoie - et cela est manifeste chez Blair - à un unanimité social fort peu convaincant⁶. Or, dans une étude consacrée au cas espagnol, Vincenç Navarro montre par exemple que le poids des remboursements des médicaments résulte beaucoup moins d'une surconsommation que d'une résistance des groupes pharmaceutiques à limiter le remboursement des produits génériques naturellement moins chers. Pour réduire ces dépenses,

le gouvernement doit donc bel et bien procéder à des arbitrages sociaux et politiques⁷. Le changement est vu par Giddens sous l'angle technologique ou sociologique (individualisme) mais guère sous l'angle des rapports de force sociaux. D'où ce paradoxe dans l'analyse entre un point de vue assez hardi sur la protection sociale (*positive welfare*) et un conformisme néolibéral sur la régulation macroéconomique du système capitaliste.

Or, il me semble que l'identité social-démocrate doit se fonder sur une capacité à critiquer le système capitaliste et notamment sa prétention à poser comme les « normes naturelles » des « normes construites » par des opérateurs privés et présentées par la suite comme des normes d'intérêt général⁸. La construction et l'entretien d'un arsenal critique sur les présupposés des normes privées et leur généralisation à la société devraient tenir une place essentielle dans le dispositif socialdémocrate du XXI^e siècle.

La seconde faiblesse réside dans la modicité du contenu éthique de la troisième voie. Certes, celle-ci accorde une place importante aux valeurs familiales et « communautaires », à la sécurité. Mais on ne saurait parler de projet de société. Sa capacité à rassembler sur une base sociale et « émotionnelle » ne saute pas aux yeux sauf, naturellement, à considérer qu'une telle démarche est frappée de caducité historique.

Sans renouer avec le lyrisme d'antan, il semble pourtant indispensable d'inscrire une réflexion social-démocrate dans une perspective de réhabilitation du temps long. Et cela, non pour renouer avec les préceptes de la téléologie mais, plus prosaïquement, pour répondre à cette question simple: dans quel type de société voulons-nous vivre demain? Pour cela, il faut agir dans deux directions: penser à la manière dont une société délibérative pourrait mettre en délibération ses finalités plutôt que d'opposer délibération et finalité: penser ensuite de manière plus précise la place du marché dans l'ordre social, prévenir une identification de la société au seul marché. C'est ce que souligne Habermas quand il oppose le modèle libéral, où l'État est le gardien de la société économique, et le modèle républicain, où l'État renvoie à une communauté éthique, même si ses préférences personnelles vont vers une « troisième voie » : celle de la communication⁹.

La social-démocratie doit pouvoir poser les principes d'une « démocratie de marché » différente de la « société de marché ». Agir dans ce sens ne revient pas - comme une certaine gauche le pense - à ostraciser le marché. Dans certains cas, l'extension de la sphère marchande constitue un moyen de lutte contre les inégalités et le chômage dans des secteurs surprotégés¹⁰. Il ne s'agit pas non plus de construire une ligne d'étanchéité entre le marchand et le non marchand, dans la mesure où *p-ë-u-d-e-sijtjur-s ë-lla-p-p-e-n-t* désormais à la logique marchande. De ce point de vue, la référence par Claude Allègre au « marché éducatif » n'est nullement choquante dès lors qu'elle prescrit à l'État un rôle décisif dans ce marché. Un enjeu est donc de poser les principes concurrents et concomitants à ceux du marché dans les champs de l'éducation, du sport, de la culture, de l'environnement ou du droit. Mais cette démarche n'a

naturellement aucune chance d'aboutir si elle ne tente pas de renouer avec une tradition du bien commun.

Sans doute est-il trop présomptueux d'attendre de la troisième voie une prise en charge de problèmes aussi lourds, dont la philosophie politique occidentale débat depuis des décennies. Mais, en définitive, n'est-ce pas sur la question du bien commun que butent aujourd'hui tous les débats mais également toutes les pratiques politiques qui prétendent naïvement contourner l'obstacle en se réfugiant dans la pratique de la "proximité"¹¹ ?

Zaki Laïdi

NOTES

*Chercheur au Crois (Ceri). Auteur de *Malaise dans la mondialisation*, Paris, Textuel, 1997.

1. Anthony Giddens, *The Third Way. The Renewal of Social Democracy*, Londres, Polity, 1998.
2. Anthony Giddens, *Beyond Left and Right*, Londres, Polity, 1994.
3. John Gray, *The Dilutions of Global Capitalism*, Cranta, 1998, et Jean-Claude Milner, *le Salaire de l'idéal. La théorie des classes et de la culture au xx siècle*, Paris, Le Seuil, 1997. On voit bien, d'ailleurs, à travers les fonds de pension, que l'important n'est pas de modifier le régime de la propriété - ce sont des salariés « ordinaires » qui en sont propriétaires - mais de faire en sorte que ces salariés « socialisent » cette propriété. Voir Michel Aglietta, « Le capitalisme de demain », *Notes de la fondation Saint-Simon*, novembre, 1998, p. 39.
4. VOIR, sur la survivance du clivage gauche/droite, Marc Lazar (dit.), *la Gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen*, Paris, PUF, 1996, p. 702 sq.
5. Voir l'excellent article de Shemin Rosen et Bruce Weinberg "*Incentives, Efficiency and Government Provision of Public Services*", *Annual World Banks Conference on Development Economics*, World Bank, 1998, p. 139 sq.
6. Dans "Me Blair Paradox", Prospect, mai 1998, Marquand met en évidence les faiblesses de cet unanimité sociale. Giddens n'échappe malheureusement pas à ce travers, notamment dans l'analyse des dilemmes auxquels sont confrontés les gouvernements en matière de lutte contre le chômage et les inégalités. Voir sur ce point Torben Inversen et Anne Wren, "Equality, Employment and Budgetary Restraint: the Dilemma of Service Economy", *World Politics*, juillet 1998, p. 507-546.
7. Voir Vincenç Navarro, "El olvido de la cotidianidad", *El País*, 6 février 1999, et son ouvrage *Neoliberalismo y estado de bienestar*.
8. C'est ce que montre, dans le domaine juridique, Mireille Delmas-Marty, *Trois Défis pour un droit mondial*, Paris, Le Seuil, 1998, p. 79.
9. Jurgen Habermas, *l'Intégration républicaine. Essai de théorie politique*, Paris, Fayard, 1998, p. 260 sq.
10. « Des réglementations figées freinent le développement de certains métiers », *Le Monde*, 4 novembre 1998
11. Voir, sur les impasses de la « proximité », pourtant vantée par la classe politique, le dernier rapport de l'Odas, *les Maires et le lien social*, 1998. Elles se résument dans cette réflexion brutale d'un maire alsacien: « Si on reste un gestionnaire, il n'y a plus qu'à se flinguer », *Libération*, 17 novembre 1998.